

POSTE VACANT DE JURISTE IA, INNOVATION ET NUMERIQUE SOUS LE STATUT DE L'EMPLOYE PUBLIC (M/F) DANS LE GROUPE D'INDEMNITE A1

Infos clés

Carrière : Employé public dans le groupe d'indemnité A1

Type de recrutement : Externe

Type de contrat : Contrat à durée indéterminée

Tâche : Tâche complète

Date limite de candidature : 16 septembre 2024

Date de publication : 3 août 2024

ORGANISME RECRUTEUR

Commission nationale pour la protection des données (CNPD)

ORGANISME D'AFFECTATION

Commission nationale pour la protection des données (CNPD) – Division « Conformité »

MISSIONS

- Assurer une veille continue sur les évolutions législatives et réglementaires en matière de protection des données, d'intelligence artificielle et de droit du numérique (ex : DGA, DA, DSA, DMA, NIS2, ...) ;
- Analyser les implications juridiques des nouvelles technologies et fournir des avis éclairés sur la conformité et la protection des données ;
- Mettre en œuvre et gérer des initiatives dans le cadre de bacs à sables réglementaire, en collaborant avec les parties prenantes internes et externes pour garantir la conformité et l'innovation ;
- Rédiger des rapports, des avis juridiques et des documents procéduraux relatifs aux initiatives et projets du service ;
- Contribuer au développement de guidances et de formations sur les aspects juridiques de l'intelligence artificielle et des technologies numériques aux équipes internes ;
- Contribuer aux travaux de groupes de travail et réseaux nationaux et internationaux dans lesquels la CNPD est représentée ;
- Favoriser la coopération avec les parties prenantes de l'écosystème de l'innovation luxembourgeois.

PROFIL

Les candidats doivent être titulaires d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master en droit.

Compétences techniques :

- Connaissance approfondie de la réglementation sur la protection des données personnelles, ainsi que des législations relatives à l'intelligence artificielle et aux technologies numériques ;
- Excellente capacité analytique portant sur les textes de lois, règlements grand-ducaux et les jurisprudences ;
- Posséder une compréhension technique des technologies impliquant l'usage de la donnée, y compris les aspects techniques de la protection des données personnelles ;
- Excellent niveau d'expression écrite (juridique) en français et très bon niveau en anglais ;
- Maîtrise des fonctions avancées de Microsoft Word et bonne capacité d'adaptation à divers outils informatiques ;
- Excellente capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, face à des questions de droit complexes.

Compétences comportementales :

- Capacité d'écoute et d'assimilation de concepts « métiers » ;
- Capacité d'apprentissage et d'adaptation ;
- Sens de la collégialité et responsabilité individuelle ;
- Objectivité, confidentialité et discrétion absolue ;
- Rigueur intellectuelle élevée et capacité à effectuer des recherches juridiques détaillées et à en rendre compte ;
- Compréhension des enjeux éthiques liés à l'utilisation de l'IA et des données personnelles ;
- Aptitude à communiquer de manière claire et efficace avec des publics variés, y compris les équipes techniques et les parties prenantes externes.

Langues :

Les candidats doivent répondre aux exigences de la connaissance des trois langues administratives pour le groupe de traitement A1. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est requise.

Sont considérées comme atouts :

- Expérience professionnelle dans le domaine de la protection des données ;
- Intérêt prononcé pour les développements technologiques et les systèmes d'information ;
- Participation à des projets informatiques.

DOCUMENTS A FOURNIR

La candidature doit obligatoirement être accompagnée :

1. d'une lettre de motivation ;
2. du curriculum vitae, certifié sincère et mentionnant de façon détaillée notamment la formation scolaire et l'expérience professionnelle acquises antérieurement par le candidat ;
3. d'une copie du/des diplômes et/ou certificats requis pour la formation demandée.

Les candidats présentant des diplômes étrangers sont priés de joindre :

- l'inscription au registre des titres des diplômes universitaires, délivré par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

ADRESSE D'ENVOI

Les demandes sont à adresser jusqu'au **16 septembre 2024** au plus tard à la

Commission nationale pour la protection des données
Service « Ressources humaines »

15, boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux

par voie électronique à l'adresse rh@cnpd.lu

RENSEIGNEMENTS

Madame Maryse Winandy, Tél: 26 10 60 - 1, E-mail: rh@cnpd.lu

COMMENTAIRES EVENTUELS

Ce poste est ouvert aux ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.